



## Le Dictionnaire du Judaïsme français depuis 1944

### Droite et extrême droite

*Avant la Libération, il est courant de se réclamer de la droite, du conservatisme ou du nationalisme et en 1936, des candidats aux législatives se présentent encore comme « antijuifs ».*

*Les droites conservatrice et libérale ne feront sur cette question leur examen de conscience qu'entre l'affaire Touvier, dans les années 1970, et le discours historique du président Jacques Chirac le 16 juillet 1995, lors duquel il reconnaît que « la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français ».*

Les termes « droite » et « gauche » apparaissent avec la modernité politique qui débute avec la Révolution française, l'époque antérieure ne connaissant guère qu'une opposition entre conservateurs absolutistes et libéraux. Avant la Libération, il est courant de se réclamer de la droite, du conservatisme ou du nationalisme et en 1936, des candidats aux législatives (Henry Coston, Henry Robert-Petit) se présentent encore comme « antijuifs ». Toutefois la part prise par Vichy dans la discrimination et la déportation des juifs n'est pas la raison pour laquelle s'auto-désigner « de droite » devient rare après 1944. Les droites conservatrice et libérale ne feront sur cette question leur examen de conscience qu'entre l'affaire Touvier, dans les années 1970, et le discours historique du président Jacques Chirac le 16 juillet 1995, lors duquel il reconnaît que « la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français ».

### Les ambiguïtés de l'après-Libération

La mise entre parenthèses du mot « droite » tient à ce que la France, libérée de l'occupation nazie, n'épure que très superficiellement ses élites politico-administratives; la justice passe loin des responsables de Vichy\*. Après les lois d'amnisties de 1951 et 1953, le nombre des détenus pour faits de collaboration est inférieur à cent. Dès 1945 les jurys d'honneur commencent à relever de leur inéligibilité les parlementaires et autres personnalités qui ont soutenu l'Etat français. Aussi au début des années 1950, quasiment tous ceux qui sont libres et n'ont pas soit choisi l'exil, soit renoncé à la vie politique, retrouvent le chemin des urnes, notamment sur les listes de l'Union des nationaux indépendants et républicains UNIR, qui obtient en 1951, cinq députés ouvertement pétainistes dont Jacques Isorni, avocat du maréchal Pétain.

La recomposition des droites se réalise autour de la mobilisation anticommuniste née de la « guerre froide » (1947) et de l'attitude à tenir face à la « réconciliation nationale ». Pour l'immense majorité des gens de droite, celle-ci ne doit exclure que les pro-nazis avérés, non pas parce qu'ils furent antisémites mais parce qu'ils prirent le parti d'un occupant étranger. La France de l'époque se présente en victime, Londres et Vichy devenant, selon la théorie émise en 1950 par le colonel Rémy, un pays gagnant sa survie grâce à « la corde Pétain aussi bien que la corde De Gaulle ». L'attitude de Rémy, ancien sympathisant d'Action française et catholique fervent, découle aussi d'une réalité longtemps occultée : la part importante qu'eurent dans la Résistance les patriotes d'inspiration maurrassienne et les anciens cagoulards. Celle-ci aurait été attestée par le général de Gaulle lui-même, auquel on prête ce mot : « A Londres, je n'avais avec moi que la synagogue et la Cagoule ». Le rapport des hommes de la droite résistante avec les juifs est complexe: engagé dans les rangs gaullistes jusqu'à sa mort en 2001, l'ancien Camelot du Roi Pierre Guillain de Bénouville est dans les années 70 un des rares hommes d'affaires à traiter avec Israël malgré le

boycott arabe ; héros des commandos de France, Pascal Arrighi devient un député gaulliste très engagé pour l'Algérie française, rejoint le Front national en 1984 mais le quitte quatre ans plus tard en raison des déclarations de Le Pen sur la Shoah.

Dans le milieu intellectuel, les écrivains les plus virulemment antisémites sont en fuite (Céline ; Alphonse de Chateaubriant), détenus (Lucien Rebatet), où ont été exécutés (Robert Brasillach). Les vichystes les moins compromis s'expriment de nouveau, alors même que la guerre vient juste de se terminer et le font dans des pamphlets semi-clandestins aux relents parfois antisémites. En 1945 Alfred Fabre-Luce raconte ainsi dans L'Enfermé, son internement administratif à Drancy après la libération de Paris : « Sur les murs je lis les inscriptions d'adieu tracées par Israël, à la minute de la déportation. [...] Me voici maintenant tombé au niveau de ces parias - et même un peu plus bas ». La réhabilitation des intellectuels vichystes ayant montré des préjugés anti-juifs se poursuivra ensuite progressivement jusqu'à ce qu'en 1968 le général de Gaulle lève son veto à l'élection de Paul Morand à l'Académie française.

Dans le domaine politique les partis de droite d'avant-guerre reformés sous d'autres noms, évitent toute prise de position anti-juive. Cependant le Parti Républicain de la Liberté (PRL) dirigé par le grand résistant André Mutter, ouvre les colonnes de son journal Paroles françaises à François Brigneau et dès 1947 dans une de ses réunions publiques parisiennes retentit déjà le cri « A bas les juifs ». A partir de 1949 le Centre national des indépendants et paysans CNIP devient le lieu de rassemblement des droites prônant la « réconciliation nationale » et l'amnistie, qui reviennent petit à petit au centre de la vie politique avec l'accession à la présidence du Conseil d'Antoine Pinay puis de Joseph Laniel. On ne saurait négliger l'importance parmi les conservateurs du radical René Mayer, chef du gouvernement en 1953. Ce haut-fonctionnaire et homme d'affaires, apparenté aux Rothschild, refusa d'abord de rejoindre Londres pour ne pas séparer son sort de celui de ses coreligionnaires. Ayant refusé un poste au sein de l'UGIF\* mais responsable de la commission juridique du Consistoire\*, rallié à la Résistance giraudiste, c'est lui qui mettra en œuvre une des lois d'amnistie et scellera la fin des jurys d'honneur, tout en devenant vice-président de l'Alliance Israélite Universelle\*. Il fut avec le ministre gaulliste Henri Ulver, un des rares israélites français engagé à droite sous la IVe République à assumer fièrement son identité juive.

## Ambivalences à l'égard du sionisme

Le modèle israélite français, parfaitement résumé dans la devise consistoriale «Religion et Patrie», (abandonnée à la Libération), ne favorise guère le mouvement sioniste avant 1939. Pendant le conflit, les partisans de la France libre au Levant sous protectorat français manifestent peu d'enthousiasme vis-à-vis des offres d'aide sioniste.

Après la Libération, la politique extérieure reste fidèle à la préférence, influencée par l'école orientaliste française, pour une alliance avec le monde arabe. En 1948 à la naissance de l'Etat juif, le Rassemblement du Peuple Français (RPF), parti gaulliste, ne manifeste pas d'enthousiasme particulier malgré l'appui constant de certains de ses dirigeants à la cause israélienne. L'Association France-Israël sera ainsi constamment dirigée par des élus ou militaires de droite comme le Maréchal Pierre Koenig, le ministre gaulliste Diomède Catroux et Jacques Soustelle qui affirmait en 1963: « Il est parfaitement exact que, depuis des années, j'ai exprimé sans équivoque mon admiration et mon soutien à l'État d'Israël et mon adhésion de non- Juif à la cause du sionisme. » Le Mouvement Républicain Populaire (MRP) chrétien-démocrate compte en son sein des avocats de la cause israélienne comme André Monteil. Toutefois il est frappant que ce courant de pensée, qui fut dans la Résistance à la pointe du combat contre l'antisémitisme, reste très circonspect à l'égard du sionisme. On peut attribuer cette attitude à trois facteurs : le lien traditionnel entre chrétiens d'Orient et d'Occident ; la situation d'une Eglise catholique romaine qui n'a pas encore vécu Vatican II et un prisme idéologique déformant par lequel le monde catholique, en particulier progressiste, voit dans le conflit moyen-oriental un opprimé (palestinien) et un oppresseur (sioniste). En conséquence, excepté dans les milieux proches du MRP qui s'engagent dès les années 50 dans les Amitiés judéo-chrétiennes, le terrain est mûr pour l'émergence du courant pro-palestinien/antisioniste tiers-mondiste. La convergence des attitudes ci-dessus évoquées s'incarne dans la figure de l'abbé Pierre, député MRP de 1945 à 1951 dont les prises de

positions sur la notion de terre promise dans l'Ancien Testament ainsi que le soutien au négationniste Roger Garaudy, créent la polémique au milieu des années 90.

L'attitude de l'extrême-droite face à l'Etat naissant est elle-aussi contrastée et souvent différente de celle que cette famille politique continue de professer à l'égard des juifs. A cet égard il faut se souvenir que si tous les partis et journaux collaborationnistes cessent d'exister dès 1944 l'extrême-droite et sa presse se reconstituent très rapidement dans une semi-clandestinité puis, au début des années 50, légalement. La famille maurrassienne, la moins compromise avec les nazis, refonde le journal Aspects de la France en 1947. Elle demeure fidèle à la doctrine de des « états confédérés » formant l'anti-France, que formule ainsi en 1947 son plus brillant intellectuel, Pierre Boutang dans La dernière lanterne : « Je ne suis pas antisémite comme le furent certains Allemands, comme le sont quelques Russes et presque tous les Américains. Seulement il y a un point où il ne s'agit plus de cela, mais d'un racisme juif et de la communauté française, où je dois reconnaître une certaine frénésie juive qui s'arrogue ma patrie ». Ceci n'empêche ni Boutang, à la tête de l'hebdomadaire La Nation française de 1955 à 1967, ni Jean Madiran, ni le général Lecomte affilié à la Cité catholique, d'admirer ( un temps seulement pour Madiran), la renaissance de la nation juive sur sa terre, son ré-enracinement, la résurrection de sa langue, son patriotisme et, de manière moins désintéressée, son rôle de sentinelle de l'Occident face à un monde arabe armé par l'URSS. Cette ambivalence s'accroît au fur et à mesure que la France perd son Empire colonial, en particulier l'Algérie. Les guerres de 1956 et surtout 1967 consacrent ce basculement idéologique par lequel Israël, soutenu à l'origine surtout par la gauche socialiste, voit celle-ci s'éloigner au nom du « progressisme » tandis que la droite démocratique l'appuie volontiers, au nom de la lutte contre le communisme puis contre l'islam radical.

## Une extrême-droite invariante

Une fraction importante de l'extrême-droite reste toutefois et antisémite et antisioniste. De 1953 à 1958 le mouvement Poujade incarne un populisme antiparlementaire qui trouve un écho dans les classes moyennes dont le statut est précarisé par l'urbanisation, l'industrialisation, le déclin du monde agricole, artisanal et du petit commerce. Indifférent à la question sioniste, Pierre Poujade, qui fut proche du PPF doriotiste, exprime un antisémitisme diffus lorsqu'il s'attaque au président du conseil Pierre Mendès-France « « qui n'a de français que le mot ajouté à son nom » ». Entouré d'anciens collaborateurs et de jeunes militants nationalistes dont Jean-Marie Le Pen, futur président du Front national FN, il renoue avec le préjugé qui associe les juifs au « gros argent » et à la « fortune anonyme et vagabonde ».

Bien plus à droite encore, dès 1949 Jeune Nation, fondé par Pierre Sidos, inaugure une filiation qui perdure avec l'Oeuvre française, placée sous le patronage intellectuel de Drumont et du maréchal Pétain. Organe historique du nationalisme orthodoxe, l'hebdomadaire Rivarol est sans interruption depuis janvier 1951 le point de ralliement des néo-vichystes ; néo-fascistes et catholiques intégraux arc-boutés sur une vision conspirationniste du monde dont l'antisionisme/antisémitisme constitue le plus petit dénominateur commun, débouchant sur une remise en question de la réalité matérielle de l'extermination des juifs : le négationnisme\*. Quasi concomitant avec la découverte de l'univers concentrationnaire celui-ci naît en 1948 à la fois à la fois dans les milieux libertaire (Paul Rassinier) et néo-fasciste, lorsque le beau-frère de Brasillach, le normalien Maurice Bardèche publie Nuremberg ou la Terre promise. La dimension antisémite du négationnisme est première. Elle repose sur une théorie du complot : les juifs auraient inventé le « mensonge » des chambres à gaz homicides pour culpabiliser les pays vaincus et leur extorquer des compensations financières. La dimension antisioniste suit immédiatement : il s'agit de démontrer que la création de l'Etat hébreu n'a été admise par l'Occident qu'en raison de sa mauvaise conscience face à la Shoah, qu'elle n'est matériellement possible qu'avec la manne financière qui en découle, aide américaine et réparations allemandes. Faurisson est ainsi contenu tout entier dans les écrits de Bardèche, à ceci près que les négateurs, confinés aux marges de l'extrême-droite néo-nazie jusqu'aux années 2000, réalisent à cette époque la jonction avec l'antisémitisme islamiste comme avec l'antisémitisme d'Etat iranien. Dès lors la trivialisations des préjugés anti-juifs et de la Shoah trouve ses épigones et son public parmi les acteurs du nouvel antisémitisme théorisé par Pierre-André Taguieff et vulgarisé en 2002 dans l'un de ses ouvrages "La nouvelle judéophobie" ». Dieudonné, Kemi Seba et Yahia Gouasmi, président du Parti Anti-Sioniste, font action commune avec l'extrême-droite néo-nazie pour prêcher dans les milieux altermondialistes et « anti-

impérialistes », non pas une solution négociée et à deux États en Israël et Palestine, mais la disparition, si besoin par les armes, de « l'entité sioniste ».

### Les autres droites radicales

Qu'en est-il du reste des droites radicales ? La mouvance ethniste incarnée par Europe-Action dans les années 60, adhère à une conception biologique de l'identité qui voit dans le Juif un élément nomade et corrupteur du génie européen, associé au primat des valeurs matérielles et de l'argent, tandis que les descendants des Indo-Européens seraient attachés à celles de l'héroïsme, des vertus guerrières et de l'enracinement. Cette filiation idéologique dont sont issus la Nouvelle droite et le GRECE (Groupement de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne) promeut un ethno-différentialisme et un paganisme portant des jugements variables sur le judaïsme : dépréciatifs, lorsque le monothéisme juif est vu comme la matrice d'un christianisme totalitaire, égalitariste et vecteur de la « mauvaise conscience occidentale » ; mais parfois laudatif lorsqu'il s'agit d'un judaïsme traditionnel qui exclut toute dimension universaliste. La Nouvelle droite peut dans ce dernier cas voir dans l'orthodoxie juive comme islamique deux faces de la Tradition, deux forces de résistance à la mondialisation/marchandisation des cultures.

Le phénomène néo-nazi relève des cultures de marge, de la provocation/manipulation (le Groupe Union Défense, GUD) ou de la pathologie individuelle. Sa mise en avant médiatique culmine en 1980 avec l'attribution erronée à la Fédération d'action nationale et européenne FANE, de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic\*, commis par des palestiniens radicaux. À l'inverse de ses homologues allemand, britannique ou américain, le néo-nazisme français a une faible capacité terroriste opérationnelle. Surtout représenté désormais par la mouvance skinhead au sein des mouvements Blood and Honour et Hammerskin Nation, il est capable d'actions antisémites symboliques : profanations comme celle de Carpentras\* en 1990, perpétrée par des militants du Parti nationaliste français et européen PNFE ; menaces verbales et physiques, graffitis, auxquels il faut ajouter à partir de la fin des années 90 la multiplication des sites internet\* francophones de cette orientation. Le début de la seconde intifada à l'automne 2000 marque toutefois un tournant fondamental dans l'attitude de l'ultra-droite vis-à-vis de la violence antisémite : le nombre d'actions violentes commises par cette famille idéologique devient nettement inférieur à celui des violences imputables aux milieux arabo-musulmans ; par effet de balancier le nombre d'actions violentes que mène l'extrême-droite contre des cibles physiques ou symboliques musulmanes, dites parfois « islamophobes », s'accroît. [...]"

Jean-Yves Camus

Retrouvez l'intégralité de l'article dans *Le Dictionnaire du Judaïsme français depuis 1944*, Ed. Armand Collin et Le Bord de l'eau, 2013